

**Crise sécuritaire au Sahel :
Soumeylou Boubeye Maiga en parle !**

**« Dialogue politique inclusif » : Avec
les ex rebelles, mais sans l'opposition**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 16 DECEMBRE 2019

514

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Dialogue National Inclusif

L'heure de vérité



Unité des plaintes et de dénonciations de l'OCLEI :
Le numéro Vert 80 00 22 22 pour dénoncer



**Migration au Mali : Kayes va abriter le forum des Etats
Généraux**

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie

Une	Dialogue National Inclusif : L'heure de vérité	P.4
Brèves	Le Sommet extraordinaire du G5 Sahel : La cérémonie s'est ouverte hier dimanche en début d'après-midi en présence des 5 chefs d'Etat à Niamey	P.10
	Quatre ans après les accords d'Alger : Kidal demeure sous le contrôle des ex-rebelles	P.10
	Office central de lutte contre l'enrichissement illicite : "Toute personne en connaissance d'acte d'enrichissement illicite peut saisir l'Office..."	P.11
	Grande prière collective : « Humilité, pardon et fraternité »	P.11
	Dialogue national inclusif : « Le Mali peut et doit se retrouver »	P.12
	Insécurité au Mali : L'émoi chez les administrateurs civils après l'enlèvement d'un des leurs	P.12
	Remise du rapport 2017-2018 de l'OCLEI : Le président Moumouni Guindo présente les grands axes	P.13
Actualité	Forum de l'AMRTP M/ Associations des consommateurs : Vers une régulation du secteur	P.15
	Migration au Mali : Kayes va abriter le forum des Etats Généraux	P.16
	Ministère des Infrastructures et de l'Equipement : Remises de trois véhicules 4X4 Pick-up	P.17
Politique	Unité des plaintes et de dénonciations de l'OCLEI : Le numéro Vert 80 00 22 22 pour dénoncer	P.18
	Dialogue National Inclusif : Le monologue se poursuit	P.20
	Crise sécuritaire au Sahel : Soumeylou Boubeye Maiga en parle !	P.21
	« Dialogue politique inclusif » : Avec les ex rebelles, mais sans l'opposition	P.22
	Comité de Pilotage du PROCEJ : 7 309 224 317 FCFA, c'est le budget prévisionnel 2020	P.25
	Spéculation foncière : Le ministre Berthé annule plusieurs décisions illicites	P.26
Culture & société	Kabako : Le rendez-vous galant	P.28
	L'homme le plus riche de Chine : "L'entrepreneuriat est le sel de la vie"	P.29
International	Sahel : La situation est "hors de contrôle", selon des experts à Washington	P.30
	Togo : Gnassingbé presse pour la recomposition de la Cour constitutionnelle	P.31
Sport	Iran (D1) : Cheick Tidiane Diabaté corrige Shahin Bushehr	P.32
	PSG : Blanc juge l'hygiène de vie de Verratti	P.32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.10



P.16



P.18





Dialogue National Inclusif : L'heure de vérité

La phase dite nationale du « Dialogue National Inclusif » s'est ouverte le samedi 14 décembre 2019 au Palais de la Culture Amadou Hampâté Ba sous la présidence de Ibrahim Boubacar Keita, Chef de l'Etat. Environ 2000 personnes venues de l'intérieur du Mali et de la diaspora y ont pris part.

Après les salamalecs d'usage (Discours du président du Comité national d'organisation, du porte-parole du Triumvirat et du président de la République) les participants, improprement appelés « Congressistes » par IBK ont été invités à se répartir entre trois groupes de travail.

Au regard des derniers développements et des discours prononcés, le « Dialogue National Inclusif » comme l'a indiqué en son temps Choguel Kokala Maiga, dans sa dernière ligne droite, apparaît de plus en plus comme une vaste escroquerie politique avec une seule finalité : au forceps, déclarer valide par le peuple malien le fumeux et fumant Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger. On se rappelle qu'à la suite du discours à la Nation du Président de la République à l'occasion du 22 septembre, fête de l'indépendance du Mali, Ibrahim Boubacar Keita (IBK) avait affirmé

que certains points de l'Accord d'Alger pourraient être discutés au cours du "Dialogue national inclusif". Or, pour la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA), une relecture dudit Accord est simplement impossible, aucune modification de ses termes ne pouvant intervenir qu'à la demande de tous les signataires

et de la médiation internationale. Ainsi selon Mossa Ag Attaher, le porte-parole de la CMA « **Aucune disposition de l'accord ne peut faire l'objet des renégociations par la seule volonté d'une seule partie. Nous déplorons que le président de la République ait fait cette annonce sans concer-**





tation et sans que cela ne soit le produit d'un consensus entre les parties signataires.

Nous assistons depuis un certain temps à une campagne de la part d'un certain nombre d'acteurs pour que l'accord fasse objet d'une nouvelle négociation ici, à l'intérieur du Mali. Nous pensons que l'accord ne doit, en aucune manière, être un outil d'une gestion, d'une politique intérieure quelconque ».

Pour ces raisons, la CMA s'était retiré du dialogue après par ailleurs avoir constaté que la relecture de l'Accord avait été demandée par la

quasi-totalité des communes, cercles, régions et ambassades ou consulats ou les concertations ont été organisées.

Or pour IBK un « Dialogue National Inclusif », dont la vraie finalité est précisément l'adoption de l'Accord sans les Mouvements signataires n'est pas imaginable. Il fallait agir vite et bien. Une rencontre de la dernière chance a donc été prestement organisée le 13 décembre, veille de l'ouverture du DNI entre la Plateforme, le ministre des Affaires étrangères et celui de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation. Bizarrement, sans le ministre de la Cohésion sociale, de la Paix et de la Ré-

conciliation nationale en charge du dossier. Il se raconte qu'il a été récusé par les mouvements signataires en quête de signature solides pour garantir que le DNI ne discuterait pas du fond de l'Accord de Paix.

Cette rencontre devait donner une suite diligente à la Déclaration du 04 décembre 2019 desdits mouvements : « **La Coordination des mouvements de l'Azawad et la plateforme prennent acte et bonne note du discours du Président de la République à l'occasion de son adresse à la nation le samedi 30 Novembre 2019 ou il invite nos deux structures à reprendre leur participation aux travaux du dialogue national inclusif.**

Toutefois, si la CMA et la plateforme n'émettent pas d'objection à la nécessité d'un retour aux discussions au sein du dialogue National Inclusif, elles exigent du Président de la République et du Triumvirat, de ramener toutes les discussions relatives aux modifications de l'accord conformément à article 65 qui stipule : « **Les dispositions du présent accord et de ses annexes ne peuvent être modifiées qu'avec le consentement express de toutes les parties signataires du présent accord et après avis du comité de suivi** ».

La CMA et la plateforme demandent la création dans les meilleurs délais d'un





cadre approprié pour les modalités de leur retour et de leur participation. ».

Au sortir de la rencontre, une déclaration triomphale annonçait que « vu que les réserves par elle formulées et relatives à des débats centrés sur une éventuelle tentative de modification de

l'Accord pour la Paix ont été levées.

La Plateforme fera sans nul doute de ces assises une tribune pour vendre l'Accord pour la Paix au peuple Malien désireux de s'en approprier."

Ainsi, le président IBK, croyant flouer tous les

participants au Dialogue occultera le sujet en parlant de ses frères de la CMA enc es termes : " **Qu'il vous plaise que je salue en particulier nos frères de la CMA ici présents. Nous avons eu nos désaccords. Nous les avons encore. Mais parce que nous avons tous souci de la paix, de la convivialité, nous avons fait en sorte qu'ils soient là !**" Bienvenue parmi nous, à tous les représentants des ex mouvements armés ici présents pour prendre part à la construction et à la consolidation de la paix et du bien-être. Au profit de chacune de nos communautés, mais aussi au profit de l'ensemble national. » Là oui, mais à quel prix?

Les participants de bonne foi se rendront compte, tard et à leur dépens que IBK et Tiébilé Dramé se sont joués d'eux. Que la vérité n'a pas été dite aux maliens. Mais il faut se rappeler que nul ne peut tromper tout le peuple tout le temps.

■ **MOCTAR SOW**

Amadou Toumani Touré (ATT)

Mon Épouse et Moi, sommes bien rentrés aujourd'hui chez nous au Mali pour s'y installer définitivement. Merci encore au Sénégal.



Ammy Baba Cisse

C'est les éléments de la CMA qui décident quand l'armée rentre à Kidal. Donc le jour où ils le veulent, ils l'en chasseront.



J'ai l'impression que le dialogue national inclusif se passe entre les signataires de l'accord.

Il y a des maliens qui sont convaincus que le départ des forces étrangères mettra fin à l'enfer du Mali.

Il y a eu des maliens qui avaient soutenu que si les forces étrangères venaient, le Mali allait être pacifié.

IBK n'a-t-il pas entendu que Macky Sall a exprimé son regret contre cette Minusma qui n'empêche pas les morts?

IBK a-t-il proposé que l'accord soit discuté? Répondez s'il vous plaît les sous-fifres de l'opportunisme.

IBK a encore mis en garde contre ceux qui s'en prennent à la Minusma et à Barkhane (France).

IBK dit que notre pays est dans une guerre de libération nationale.

IBK lance des flèches à ceux qui ont boycotté le DNI. Le vrai poison, c'est lorsque l'indifférence débouche sur ce qui peut être une solution au problème collectif.

Discrète et efficace présence d'Alpha Oumar Konaré au DNI?

En réalité, la théâtralisation se passe au palais de la culture.

Un sous-préfet enlevé dans la région de Segou.

Le Haut Conseil des Maliens de l'Exterieur perçoit une subvention de l'Etat. Qu'en a-t-il fait? La justice va rôder.

Si Salif Sanogo fait ce qu'il vient d'expliquer, il aura gagné son passage. Bonne chance

La CMA a-t-elle recruté des moutons pour bêler à sa place? La politique du ventre est passée par là. Courage à ceux qui attaquent.

Ceux qui ont postulé pour les logements sociaux et qui n'ont pas eu la chance doivent s'assurer que leur argent est toujours dans leur compte. Il y a des fautes, des erreurs ou même des vols de la part de certains agents bancaires.

Un responsable de la CMA estime que si on essaye de relire l'accord lors du DNI, on fait fausse route

Le Président Issoufou Mahamadou a été sonné et paniqué. Comprenez-le.

AGETIC

Grâce au portail et à la communication digitale, près de Cinq (05) millions de personnes ont été touchées. Une preuve que les TIC constituent le véritable levier pour le progrès.



Les populations n'ont pas le réseau dans certaines localités pour alerter sur des mouvements terroristes.

Les maliens ont débattu de l'accord dans les médias, dans des conférences et autres foras. Mais ils ne peuvent pas le modifier.

Serge Daniel confirme que la CMA a eu des garanties signées du gouvernement afin qu'elle revienne au DNI.

Me Cheick Oumar Konaré estime que par le dialogue on ne peut pas désarmer la CMA qui vit de trafic et de terrorisme.

Ibrahima Boubacar Yoro Maiga

On a jamais dit que l'accord ne sera pas débattu mais la modification se fera conformément à l'article 65 de l'APR"
CMA dixit



Beaucoup des gens parlent de l'accord sans lire même une page. L'article 65 est clair.

Article 65 de l'accord: les dispositions du présent Accord et de ses annexes ne peuvent être modifiées qu'avec le consentement express de toutes les parties signataires du présent Accord et après avis du comité de suivi.

Le dialogue aboutira à des recommandations et pour la mise en œuvre il faut des décisions politiques.

Drissa Arama

A Bougouni ce week end pour une formation gratuite sur le montage de projet aux bénéficiaires d'une cinquantaine de jeunes venus de différentes communes du dit cercle.



Bravo à Laye Dembélé et au Conseil Local qui m'ont sollicité pour ce renforcement juvénile.

Etienne Fakaba Sissoko

La souveraineté du DNI : C'est la prise en compte des principales résolutions dans la Déclaration de Politique Générale (DPG) du gouvernement.



**La souveraineté du DNI :
C'est la prise en compte
des principales résolutions
dans la Déclaration de
Politique Générale (DPG)
du gouvernement.**

L'ami du peuple



L'IMAM MOHAMOUD DICKO opposé hier au Premier Ministre Soumeylou Boubeye Maiga et le traitait de complot avec les groupes armés au centre, mais aujourd'hui que des attaques s'intensifient au centre et au nord, il est muet comme une carpe et mieux, il participe aux missions du Premier ministre et n'ose pas un seul instant critiquer la France.

Ils sont faux ces gens, il ne pensent pas au Mali, il ne visent que leurs propres intérêts personnels et ils trouveront toujours des arguments dans la religion et dans la politique pour sauvegarder leurs propres intérêts. Quand tu dénonces ça, des néophytes vont dire que tu es contre x ou y. Mais peut on laissé notre pays à la guise de ses vautours, et aller dormir la conscience tranquille !!!

Pourquoi Mohamoud Dicko ne critique plus la France depuis que Bou-bou Cissé est aux affaires ?

Voilà pourquoi le Mali ne se développera jamais.
Seydou oumar Traoré

Seydou Dolo,

Seydou Dolo, Citation, avec Daouda Toure et Oumar Otm Mariko.



«Si jamais les gens découvraient ce que nous avons fait, nous serions poursuivis et lynchés dans la rue.» George W. Bush

Amadou GON Coulibaly

Amadou GON Coulibaly est à Primature Côte d'Ivoire.



J'ai reçu, ce mardi 10 décembre 2019, le Réseau International des Femmes Leaders (RIFEL'S) dont le bureau international a été investi hier, lundi 9 décembre 2019, à Abidjan.

Le RIFEL'S se donne pour objectif d'oeuvrer pour la promotion du leadership féminin.

J'ai félicité et remercié Mme Chantal Fanny ainsi que l'ensemble des membres du Réseau pour la mise en place du RIFEL'S, structure qui est représentée au-delà de notre continent.

Au cours de nos échanges, j'ai relevé un certain nombre de points importants, notamment la formation des femmes, leur contribution à la paix ainsi que leur représentation dans les instances de décision. J'ai rappelé les acquis importants que nous avons obtenus dans ces différents domaines tout en reconnaissant que des efforts additionnels doivent être consentis.

Enfin, j'ai réitéré le soutien du Gouvernement ainsi que le mien propre aux activités du RIFEL'S.

Mamadou Bore

Mamadou Bore à Les maliens unis pour le Mali
La France fait semblant de ne pas comprendre les demandes des peuples africaines. Nous ne voulons plus de votre assistance .abas france/afric.



Seydou Oumar Traoré 3 h · 🌐

Le gars cherche la preuve de l'implication et de la culpabilité de la France, pendant qu'à la maison chez lui, son père exhibe les preuves après sa rencontre à Paris avec un Général français.

Alors, de deux choses l'une : soit le fils est apatride et est au service de la France pour nous maintenir dans l'exploitation ou soit, le père est un menteur qui ne communique pas avec son fils sur l'essentiel. 😞😞😞

Sinon comment dans une famille, Rasta Korôba et Rasta fitini peuvent être en totale déphasage. 😞😞😞

#operation_naloma

Pierre Buyoya

Une horreur a eu lieu, une de plus, ds la zone d'Inates au Niger, où 70 militaires viennent d'être tués hier soir par des terroristes. Tte ma pensée à ttes ces victimes de l'innommable barbarie, tte ma solidarité aux familles et au Gvrnt Nigérien.



Kamissa Camara

C'est un réel honneur de figurer dans la liste « Power Rising: The Women To Watch In 2020 » de @Forbes Cela me conforte dans mon engagement à œuvrer pour le développement de ma communauté, de ma patrie le #Mali



Studio Tamani

#Mali_ActudesJeunes : titres Journée Internationale du thé, "sans thé, il n'y a pas de Grin"
Le portrait d'un jeune recycleur de cornes d'animaux Sport, match retour du Djoliba face au club Libyen



Mamadou Ismaila KONATE

#Mali : L'impression de ratage de ce discours inaugural de #DNI est patent tant il est insipide. Les mots du discours, contrastés, hors propos et manquant de gravité, sont en deçà de tout. Piètre objectif que de se contenter de la seule adéquation entre TDR et conclusions du DNI.



Issoufou Mahamadou

J'ai décidé de venir, en personne, pour témoigner la reconnaissance de la patrie, inconsolable mais nullement vaincue, à ces hommes arrachés à l'affection des leurs, à la fleur de l'âge, pour ce qu'ils sont pour nous: nos héros, nos martyrs. 1/9



So Foot

Fan du PSG, Denny Imbroisi, chef d'IDA, aurait rêvé de cuisiner pour Gigi Buffon. Mais bon, on imagine que Marco Verratti se régalerait aussi avec sa recette !



PINAL

PINAL, peiné, à Cercle de San.
Urgent urgent !!!
Nous sommes très attristés de vous informer des faits terrifiants qui nous sommes parvenus du camp dozo de kôrô cercle de san dont les responsables sont Lamine Sanogo et Amadou Ngonso. Parmi les innocents arrêtés par ces gens, deux (Souleymane Sidibé et Mami Diallo) ont été amputés des bras et pieds avant d'être tués le 12 décembre 2019.
Nous demandons à l'autorité nationale d'arrêter immédiatement Amadou Ngonson et Lamine Sanogo et mettre fin aux activités du camp dozo de Kôrô pour les crimes comis contre l'humanité dans la zone allant de San à Tominian.
Fait le 14 décembre 2019.



Le Sommet extraordinaire du G5 Sahel : La cérémonie s'est ouverte hier dimanche en début d'après-midi en présence des 5 chefs d'Etat à Niamey



Cette conférence, prévue à Ouagadougou, au Burkina Faso, se tient à Niamey à la demande des dirigeants du G5 Sahel « pour marquer leur solidarité » au Président Issoufou Mahamadou, au Gouvernement et au peuple nigériens suite à la grande tragédie de l'attaque terroriste contre Inatès, Région de Tillabéry, près de la frontière avec le Mali.

A leur arrivée à Niamey, les dirigeants du G5 Sahel se sont rendus au Carré des Martyrs, à la Base Aérienne 101 de Niamey, pour s'incliner sur les tombes des 71 soldats morts au combat contre le terrorisme, le mardi 10 décembre 2019 à Inatès.

Une fatiah a été dite à cette occasion par le Président de l'Association Islamique du Niger pour le repos des âmes des disparus, pour la paix et la sécurité du pays.

Après s'être recueillis sur les tombes de ces martyrs, les dirigeants du G5 Sahel, à travers le Président en exercice SEM Roch Marc Christian Kaboré, ont présenté leurs condoléances à l'ensemble des nigériens « pour ces pertes qui sont importantes »

« Nous sommes venus ici pour, surtout, encourager nos frères du Niger, en tant que G5, et leur dire que ce combat est un combat de longue haleine » et qu'il faut s'armer de « beaucoup de courage » pour vaincre ce terrorisme.

L'ouverture de ce sommet a été caractérisée par le discours de bienvenue du Président Issoufou Mahamadou et le discours d'ouverture du Président en exercice du G5 Sahel.

Cette rencontre d'une journée sera sanctionnée par un communiqué final.

Il faut noter qu'à leur arrivée à la base Aérienne 101 de Niamey, les dirigeants du G5 Sahel ont été accueillis au pied de la passerelle de leurs avions présidentiels respectifs, avec tous les honneurs militaires, par le Président de la République, Chef de l'Etat, SEM Issoufou Mahamadou.

■ **Présidence de la République du Niger**

Quatre ans après les accords d'Alger : Kidal demeure sous le contrôle des ex-rebelles



Dans le nord du Mali, Kidal jouit d'une autonomie de fait. Sous l'emprise des ex-rebelles de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), la ville, tout comme de larges portions du nord pays, échappe au contrôle de l'État malien.

« Bienvenue ! Ici, c'est l'Azawad ! » Ce lundi 2 décembre, les passagers qui descendent de l'hélicoptère de la Minusma ont à peine le temps de poser le pied sur le sol rocailleux de Kidal que les voilà prévenus. Mazou Maïga, l'un des militants les plus actifs au sein des jeunes du Mouvement nationale pour la libération de l'Azawad (MNLA), qui vient de leur lancer cette parole d'accueil aux accents indépendantistes, s'est employé, les jours précédents, à paviser la ville aux couleurs de son mouvement.

Peint sur les murs des bâtiments publics ou flottant au vent du désert, le drapeau vert, rouge, noir et jaune du mouvement touareg, qui avait, le 6 avril 2012, autoproclamé l'indépendance de l'Azawad, est ici omniprésent. Au contraire du drapeau malien, qui, lui, n'est visible nulle part. Quelques jours plus tôt, lors du congrès du MNLA, le représentant français de la Minusma semblait avoir pris acte de cet état de fait. En souhaitant la bienvenue aux délégations « venues du Mali et de l'étranger », le Français Christophe Sivillon a déclenché l'ire de Bamako, qui l'a expulsé dix jours plus tard. Ces propos « portent une atteinte grave à la souveraineté et à l'intégrité territoriale », ont alors tempêté les députés maliens.

Démonstration de force

Lors du défilé militaire du MNLA à Kidal, le 2 décembre 2019. © Baba Ahmed pour JA. Nous voulons montrer que nous avons suffisamment de ressources pour mener des opérations militaires. Dans les faits, cependant, Kidal est bel et bien le fief de l'ex-rébellion touarègue. Le défilé « militaire » organisé par le MNLA à l'occasion de son congrès, quelques semaines après celui du Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), en octobre dernier, l'a largement illustré.

« Il était important pour nous de montrer à nos populations que nous avons les moyens militaires de les sécuriser », affirme Almou Ag Mohamed, porte-parole du HCUA. « Nous voulons aussi montrer que nous avons suffisamment de ressources pour mener des opérations militaires s'il le faut, alors que certains prétendent que nous utilisons les moyens des forces obscurantistes », poursuit-il.

Grande prière collective : « Humilité, pardon et fraternité »



Le ministre des Affaires religieuses et du Culte, M. Thierno Amadou Oumar Hass DIALLO, et son collègue de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, M. Boubacar Alpha BAH, ont participé à la cérémonie de prière collective, en hommage aux FAMA, mais aussi, pour la réussite du Dialogue national inclusif, dont les travaux débutent ce weekend. C'était ce vendredi après-midi, à la grande mosquée de Bamako, sous la direction de l'Imam Koké KALLE, entouré, pour la circonstance, de nombreux érudits musulmans.

« Nous sommes mandatés auprès de vous par SEM Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République et Chef de l'Etat, parce que vous êtes des autorités morales et religieuses qui jouent, avec satisfaction et à hauteur de souhait, leur partition dans la situation difficile que traverse notre pays depuis quelques années », a balisé le ministre DIALLO.

« Nous nous tournons vers vous parce que nous savons que tous vos faits et gestes sont inspirés des valeurs ennéigées, incarnées et pratiquées par le prophète de l'islam », a-t-il justifié, en référence « à l'humilité, au pardon et à la fraternité » dont a su faire montre Mahomet (PSL).

A Médine, pour la signature d'un pacte d'alliance face aux ennemis communs de la cité, le Prophète de l'islam a accepté que son nom ne soit pas apposé au bas du document avec la mention « Prophète », que lui contestaient certains habitants de la ville historique, a rappelé le ministre DIALLO en guise d'illustration.

Mieux que tout cela, a-t-il poursuivi, Mahomet (PSL) a pardonné à l'assassin de sa propre fille parce que, a soutenu le ministre DIALLO, l'islam n'est pas une religion de vengeance, mais plutôt celle qui prône la fraternité dans la foi.

« Ce sont ces valeurs qui doivent nous inspirer pour la réussite du Dialogue national inclusif et le repos de l'âme des soldats morts pour la défense de leur pays, notre patrie commune, mais également, ceux des pays frères qui nous entourent et qui souffrent le même martyre sécuritaire que nous », a-t-il exhorté.

Le ministre DIALLO a profité de cette cérémonie pour réitérer, au nom des plus hautes autorités de notre pays, les hommages appuyés de la Nation malienne aux FAMA.

« Le sacrifice suprême pour son pays est aussi un acte de foi »,

Office central de lutte contre l'enrichissement illicite : "Toute personne en connaissance d'acte d'enrichissement illicite peut saisir l'Office..."



Le Président de l'OCLEI Moumouni Guindo et les membres son équipe

Qu'est-ce que l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite ?

Créé par l'Ordonnance N°2015-032/P-RM du 23 septembre 2015, l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite est une autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière. Il procède de la volonté de l'Etat de mener une lutte efficace et coordonnée contre l'enrichissement illicite au Mali et à l'extérieur du Mali.

Pourquoi l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite au Mali ?

L'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite au Mali est dédié spécifiquement à la prévention et à la lutte contre l'enrichissement illicite. Il touche directement au patrimoine des assujettis sur la base de la déclaration et du contrôle de leurs biens.

Comment saisir l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite ?

Toute personne physique ou morale qui serait en connaissance d'acte d'enrichissement illicite peut en saisir l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite. A charge pour la personne de communiquer toutes les informations utiles pour permettre d'apprécier le bien-fondé. A cet effet, un Numéro Vert est ouvert et disponible.

Que fait l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite ?

L'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite a pour missions : la prévention, la contribution à la répression, la coopération et la concertation entre les services de lutte contre la corruption, les études et analyses pour formuler les recommandations.

a-t-il indiqué.

La cérémonie a été effectivement marquée par des prières et des bénédictions en direction des FAMA et pour la réussite du Dialogue national inclusif, dont les travaux s'ouvrent ce weekend.

■ Source : CCOM/MARC

Dialogue national inclusif : « Le Mali peut et doit se retrouver »



Après les musulmans à la grande mosquée, vendredi dernier, c'est au tour des fidèles chrétiens de prier, ce dimanche 15 décembre 2019, avec une touche particulière, pour le retour de la paix et de la cohésion sociale dans notre pays. C'était en présence du ministre des Affaires religieuses et du Culte, M. Thierno Amadou Oumar Hass DIALLO, qui s'est successivement rendu, dans ce cadre, à l'Eglise évangélique et protestante de Bamakocoura et à la Cathédrale de Bamako. « **Nous sommes ici, ce matin, pour solliciter le soutien et l'accompagnement des églises, à travers les prières et les invocations du Seigneur, le Maître de l'Univers, pour qu'au sortir du Dialogue national inclusif, dont les travaux ont débuté hier samedi pour durer une semaine, les Maliens puissent se pardonner et aller de l'avant, en recréant le vivre ensemble qui faisait le bonheur de tous et de chacun** », a justifié, en substance, le ministre DIALLO.

Pour ce faire, a-t-il prêché, l'on doit pouvoir « **oublier son ego surdimensionné et s'inspirer des valeurs enseignées et incarnées par le Christ** », à savoir : le don de soi, l'humilité et le pardon ; mais aussi, la solidarité, le partage, la fraternité et l'amour du prochain.

Ce message est celui que l'Eglise porte en elle-même, dès sa naissance, et qu'elle enseigne au quotidien, à titre individuel comme au sein de la communauté chrétienne, est convaincu le ministre DIALLO, après avoir invité les fidèles chrétiens à redoubler de prières pour notre pays, le Mali, « qui peut et doit se retrouver », en renouant avec les valeurs sociétales qui ont caractérisé, jadis, ses habitants, certes pluriels, mais unis dans la diversité.

« **Nous prions chaque dimanche, mais la prière de ce matin est encore plus forte, au regard de la situation que vit notre pays, afin que de bonnes décisions puissent sanctionner le Dialogue national inclusif, entamé ce samedi, et nous ramener la paix** », a favorablement réagi le Pasteur Daniel TANGARA, de l'Eglise évangélique et protestante de Bamakocoura.

« **C'est un devoir pour nous** » parce que, a-t-il soutenu, « **notre paix est liée à celle de notre pays** ».

Insécurité au Mali : L'émoi chez les administrateurs civils après l'enlèvement d'un des leurs



Les administrateurs civils annoncent l'enlèvement, le vendredi 13 décembre du préfet de Farako dans la région de Ségou, à travers un communiqué signé du CEN SYNAC et du SYLMAT. Dans le communiqué, ils expriment leur tristesse et leur souhait de voir revenir leur collègue sain et sauf.

De nos jours, très peu de zones au Mali échappent à la furia des terroristes qui ont pour cibles principales les représentations et les représentants de l'État. Parmi ces cibles, les proies faciles sont évidemment les administrateurs civils et les enseignants dans les parties reculées du pays.

D'ailleurs, le préfet de Farako dans la région de Ségou en a fait les frais ce vendredi 13 décembre 2019. Il a, en effet, été enlevé à son domicile par des bandits armés, selon un communiqué cosigné par le CEN SYNAC et le SYLMAT. Les collègues du sous-préfet Aly Cissé, puisque c'est de lui qu'il s'agit, ont fait part de leur tristesse et souhaitent avec piété le retour sain et sauf de leur camarade.

Que le tout puissant veille sur toutes les personnes au service de la nation en ce moment de crise dans notre pays.

■ **Saidou Guindo (Stagiaire)**

« **Et la liberté dont nous jouissons** », a-t-il ajouté, « n'est réelle que lorsque nous vivons dans un pays en paix ».

C'est pour toutes ces raisons, a justifié le Pasteur TANGARA, « que nous prions Dieu pour qu'il oriente et donne la capacité à nos dirigeants pour qu'ils puissent nous sortir de cette crise, ainsi que nos pays voisins qui vivent dans la même situation ».

Le même message a été délivré par le Prêtre Jacques BADJI, qui dirigeait la prière à la Cathédrale.

■ **Source : CCOM/MARC**

Remise du rapport 2017-2018 de l'OCLEI : Le président Moumouni Guindo présente les grands axes

Vendredi 13 décembre 2019 a eu lieu la cérémonie de remise officielle du rapport 2017-2018 de l'Office central de Lutte contre l'enrichissement illicite, OCLEI, au président de la République du Mali, Ibrahim Boubacar Keita.

Les actions menées par l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite, l'étude de l'étiologie de l'enrichissement illicite dans l'administration publique malienne, les principales causes de l'enrichissement illicite au Mali, sont entre autres les grands axes du rapport 2017-2018 de l'OCLEI.

Dans son discours solennel, le président de l'OCLEI, Moumouni Guindo, s'est attelé à une présentation des grandes thématiques étudiées dans ce document. Il a saisi cette occasion « pour reconnaître et saluer l'engagement personnel du président de la République ».

Prenant la parole, le locataire de Koulouba n'a pas pu s'empêcher d'adresser des félicitations à toute l'équipe de l'OCLEI en guise de reconnaissance du travail remarquable et du « soutien indéfectible » de cet Office pour la lutte contre la corruption au Mali.

En effet, créé selon la loi n°2014-015 du 27 mai 2014, l'OCLEI a pour



mission de mettre en place des mesures de prévention, de contrôle et de lutte contre l'enrichissement illicite. Son intervention se fait dans le strict respect du droit à la propriété garantie par la Constitution malienne. « L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite peut, sur la base d'informations graves, concordantes et fiables en sa possession, saisir le Procureur du Pôle économique et financier compétent », lit-on dans l'Ordonnance n°2015-032/P-RM du 23 septembre 2015 portant création de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite.

■ F. TOGOLA

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

An Bé Gnogon Bolo
On est ensemble

Malitel
Proche de vous



**REJOIGNEZ LE 1^{ER} OPÉRATEUR GLOBAL
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU MALI.**

Malitel votre réseau favori

service client : 6700 
www.malitel.ml 
www.facebook.com/malitel.official 

Forum de l'AMRTP M/ Associations des consommateurs : Vers une régulation du secteur

Le deuxième Forum AMRTP – Association des consommateurs au titre de l'année 2019 s'est tenu le jeudi 12 décembre 2019, par l'Autorité malienne de régulation des télécommunications, des technologies de l'information et de la communication et des postes (AMRTP), en partenariat avec l'Associations des consommateurs du Mali, a tenu hier, dans ses locaux,

La cérémonie d'ouverture était présidée par le secrétaire général du ministère de l'Économie numérique et de la Prospective, Cheick Oumar Maïga, a enregistré la présence du représentant de l'Association des consommateurs du Mali, Mamadou B. Diarra. Cette rencontre entre l'AMRTP et les consommateurs vise la protection, l'information et la sensibilisation des consommateurs des «secteurs régulés». Il s'agissait pour les participants à la dite rencontre de formuler des propositions concrètes et des recommandations pertinentes devant permettre à l'AMRTP de jouer pleinement son rôle de régulateur dans l'intérêt des usagers.

Le thème cette édition est : «Communication

d'urgence pour promouvoir les secours et atténuer les effets des catastrophes».

Pour sectionner cette thématique, elle a fait appel à l'expertise de la direction générale de la Météorologie du Mali.

Plaçant l'événement dans son contexte, Prenant la parole, le président de l'AMRTP a d'abord situé l'activité dans son contexte avant de rassurer que le respect des engagements vis-à-vis des consommateurs est un sacerdoce pour sa structure. L'une de ses missions premières est de «veiller au respect des pratiques liées à l'information et à la protection du consommateur», a argumenté Cheick Sidi M. Nimaga.

C'est pourquoi, l'AMRTP, conformément aux missions à elle assignées, organise annuellement des fora et des conférences avec tous les acteurs concernés, notamment les associations de consommateurs. La conférence-débats entre dans ce cadre. Pour le secrétaire général du ministère de l'Économie numérique et de la Prospective, le secteur dont il a la charge est stratégique, transversal et essentiel pour le développement socio-économique du pays.

Selon Cheick Oumar Maïga, ce secteur nous

fait vivre une nouvelle civilisation, celle dite du numérique. Cette civilisation, a-t-il souligné, nous conduit vers une mondialisation et un univers virtuel riche de tant d'espérances nouvelles, mais aussi de tant de menaces et de dangers. «Les consommateurs qui sont bénéficiaires des services de cette mutation technologique, se retrouvent avec une multitude de solutions voire de facilités leur permettant d'améliorer leur quotidien et de renforcer leur confiance aux outils mis à disposition. D'où la nécessité de la mise en place pour eux d'un cadre approprié d'échanges avec les acteurs concernés du secteur», a-t-il dit.

Parlant du thème de ce Forum, le secrétaire général du ministère de l'Économie numérique et de la Prospective a confirmé qu'il est «d'actualité très brûlante quand on se rappelle des catastrophes naturelles à travers le monde, dues en grande partie au changement climatique». Notre pays, a-t-il déploré, en a connu les conséquences avec les inondations à Bamako et dans d'autres contrées.

Cheick Oumar Maïga a ainsi invité les représentants des Associations de consommateurs à profiter de l'opportunité ainsi offerte à eux pour mieux comprendre et surtout mieux vivre la civilisation du numérique. Il a exhorté les participants à formuler des propositions concrètes et des recommandations pertinentes devant servir de guide à l'AMRTP.

■ Ibrahim Sanogo



Migration au Mali : Kayes va abriter le forum des Etats Généraux



D'entrée de jeu, Hazoumane Sissoko, représentant du collectif, après ses mots de bienvenue et de remerciement, dira que les États Généraux des Migrations sont un processus dans lequel sont impliqués des centaines de collectifs et d'associations locales ou nationales présentes sur le terrain aux côtés des personnes étrangères. Partout en France, ces acteurs se concertent et organisent des événements publics pour dénoncer la politique actuelle et être force de proposi-

tion afin d'obtenir un changement radical de la politique migratoire dit-il.

Et d'ajouter que 80% des maliens établis en France viennent de Kayes. Donc le choix de Kayes n'est pas fortuit. On empêche l'expulsion des compatriotes. Il faut impérativement faire les États généraux pour dire tous les faits. Pendant ce forum, poursuit-il, ils parleront des projets de développement concernant la région de Kayes et à l'intérieur du pays. Pour lui, les maliens doivent être un uni et indivisible.

Il lance un appel pour la population de Kayes de venir participer aux Etats généraux des migrations. Les maliens établis à l'extérieur souffrent énormément et ils ont besoin de chacun de nous.

Par ailleurs, le conférencier a exposé le sujet proprement dit en abordant la migration malienne, ses causes et ses conséquences, les éléments d'appréciation de la migration irrégulière, le constat des tragédies à répétition, le projet de document cadre en matière de migration, la politique de l'emploi, les activités de réinsertion des Maliens de retour, le co-développement, etc. Les interventions des uns et des autres ont porté sur les expulsions forcées, le problème de l'emploi au Mali, le transfert des fonds des Maliens à l'extérieur, le problème de réinsertion des Maliens de retour. Prenant la parole, le président du CSDM, Chérif Mohamed Haidara, a parlé brièvement l'importance des états généraux, car selon lui, c'est une excellente idée car 80% des maliens établis en France viennent de Kayes. Il est important de faire ces états généraux, au cours de ce forum, ils vont faire des propositions concrètes seront faites pendant ce forum et une commission sera mise en place pour une suivie auprès du gouvernement malien.

Selon lui, 26 députés viennent de la région de Kayes, désormais tout député qui ne se soucie pas de la diaspora sera sanctionné car beaucoup d'entre eux ne respectent pas leur engagement.

Parlant de cette association, Chérif dira qu'ils sont des centaines de collectifs et d'associations locales ou nationales, issues de l'immigration ou pas, présentes partout en France aux côtés des personnes étrangères et agissant dans des domaines aussi variés que l'urgence humanitaire, l'accès aux droits fondamentaux, l'enseignement et entre autres. Selon Chérif, Kayes est la région par excellence de l'immigration, mieux le concept du co-développement a fait de cette région une zone pilote en terme d'apports et d'investissement des migrants a-t-il conclu.

Rappelons que pendant ce forum, ils vont dire tous les faits, les levées et entre autres.

Environ 400 participants sont attendus pour ce grand forum, donc tous à Kayes pour abriter du 18 au 21 décembre les Etats généraux des migrations.

■ **Gaoussou Kanté**



Ministère des Infrastructures et de l'Équipement : Remises de trois véhicules 4X4 Pick-up

Les présidents des conseils régionaux de Koulikoro, de Sikasso et la direction régionale des routes ont reçu, chacun, un véhicule 4X4 Pick-up, double cabine, Toyota Hilux, de la part du gouvernement du Mali, avec l'appui technique et financier de la Banque mondiale. Chacun des trois véhicules est d'une valeur de 22 800 000 F CFA TTC. C'était au Ministère des infrastructures et de l'équipement, sous la présidence de Mme la Ministre dudit département ministériel, TRAORE Seynabou DIOP. C'était le Vendredi 13 Décembre 2019.

Cette présente cérémonie de remise des trois véhicules s'inscrit dans le cadre d'un projet dénommé PAAR qui œuvre au désenclavement et au développement local dans les deux régions (Koulikoro et Sikasso), 13 cercles, 60 communes et 280 villages, qui a pour but d'outiller les conseils régionaux de Koulikoro, de Sikasso et la direction régionale des routes en leur permettant de jouer pleinement leur rôle de maître d'ouvrage. Pour rappel, le gouvernement du Mali a initié le projet d'Amélioration de l'accessibilité rurale (PAAR), avec l'appui technique et financier de la Banque mondiale pour améliorer et péren-

niser l'accès routier des communautés paysannes aux marchés et aux services de base dans les régions de Koulikoro et de Sikasso pour sa première phase(2017-2022). Ce dit projet PAAR rentre dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale des transports, des infrastructures du transport et du désenclavement (PNTITD) et est en cohérence avec les objectifs de la stratégie nationale du transport rural(SNTR) toutes adoptés par le gouvernement du Mali.

« Le cout unitaire de chacun des véhicules 4X4 PICK-up, double cabine, Toyota Hilux, est de 22 800 000 F CFA TTC. Tout naturellement, j'invite chacun à assurer un bon entretien du véhicule qui est désormais sous sa gestion et à fournir davantage d'efforts pour l'atteinte des objectifs qui nous sont assignés par le département », a dit Tiémoko Yoro KONE, coordinateur du projet.

Selon Yaya BAMBA porte-parole des bénéficiaires et président du conseil régional de Sikasso,« les deux régions de Sikasso et de Koulikoro se réjouissent de cet acte plein de signification qui nous réconforte dans notre constante conviction que le développement, au niveau macro, passe par le développement du niveau local et régional ». Au nom de tous

les récipiendaires, il a salué l'engagement du gouvernement du Mali à accompagner les collectivités territoriales dans cette dynamique. Quant à Mme la ministre des infrastructures et de l'équipement, TRAORE Seynabou Diop, elle dira dans son intervention qu'il y aura environ 144 000 emplois créés tout au long de ce projet qui a une durée de 5 ans et l'aménagement de 1700 km de pistes rurales. Aux dires de la ministre DIOP, il y aura environ 280 aménagements connexes qui vont de CSCOM, à des forages en passant par la construction de plateformes multifonctionnelles pour les femmes, des salles de classe, entre autres.

« Dans ce cas, nous avons un montage qui met les conseils régionaux au centre de l'action. Et c'est ce même conseil qui décide de quelle piste serait améliorée en concertation avec leur population. Et c'est après ce dialogue participatif que nous aménageons les pistes. Pour ce faire, il faut des actions de formation d'outils permettant d'assurer leur fonction ».

Pour Seynabou DIOP, la remise de ces trois véhicules fait partie de cette action. Elle est convaincue que ces voitures permettront aux conseils régionaux de mener à bien leur mission, de sillonner les villages, de savoir les genres d'activités qui doivent être faites dans leurs régions respectives.

■ Ibrahim Sanogo

Unité des plaintes et de dénonciations de l'OCLEI : Le numéro Vert 80 00 22 22 pour dénoncer



L'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite (Oclei) dispose désormais d'un Numéro Vert 80 00 22 22 afin de permettre aux citoyens de dénoncer des faits de corruption et d'enrichissement illicite. Ce numéro est géré par une Unité de plainte et dénonciation composée par des professionnels notamment des magistrats, des gendarmes, d'officiers de police judiciaire et d'autres enquêteurs.

L'un des temps forts de la célébration de la Semaine nationale de lutte contre la corruption a été le lancement officiel du Site web de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite (Oclei) et du Numéro Vert afin de dénoncer des faits de corruption et d'enrichissement illicite.

Le Site web est une plateforme d'informations pour mieux connaître l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite (Oclei). Il s'agit bien de l'organisation, ses missions et ses activités ainsi que les rapports.

S'agissant du Numéro Vert mis en place par l'Oclei, il a été présenté par le chef du service

Unité des plaintes et dénonciations, Mohamed Marimantia Doucouré. Il s'agit de 80 00 22 22. Selon lui, ce numéro vert permet donc aux citoyens de dénoncer des faits de corruption et d'enrichissement illicite. L'Unité des plaintes et des dénonciations mise en place pour gérer ce Numéro Vert est animée par des professionnels en la matière. Il s'agit de magistrats, de gendarmes, d'officiers de police judiciaire et d'autres enquêteurs.

Lors de la présentation de ce Numéro Vert, Mohamed Marimantia Doucouré a surtout insisté sur le fondement juridique. Il s'agit surtout de "l'Article 4 de l'Ordonnance n° 2015-032/P-RM du 23 septembre 2015 portant création de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite qui stipule que l'Office est chargé de recevoir des réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissement illicite" et "l'Article 16 de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014 portant prévention et répression de l'enrichissement illicite: En cas de dénonciation calomnieuse, il est fait obligation à l'autorité saisie, sur demande de la victime, de révéler l'identité du dénonciateur

aux fins de poursuites éventuelles".

Pour ce faire, l'Oclei a entrepris toutes les démarches nécessaires pour la mise en place de ce Numéro Vert. Il s'agit de la Déclaration de mise en place d'un numéro vert à l'Autorité de protection des données à caractère personnel (APDP). C'est par Décision N°18-0118/AMRTP-P du 21 décembre 2018 que ce numéro vert 80 00 22 22 a été attribué à l'Oclei après des échanges avec l'APDP sur le cadre juridique et les modalités pratiques du fonctionnement de ce numéro.

S'agissant du fonctionnement du Numéro Vert, le chef du service Unité des plaintes et dénonciations, Mohamed Marimantia Doucouré, de préciser : "L'appel sur le numéro vert est dirigé sur un message d'accueil demandant à l'appelant d'appuyer la touche 1 pour une dénonciation et la touche 2 pour toutes autres informations.

En appuyant la touche 1, l'appel est dirigé vers l'Unité des plaintes et des dénonciations. L'appelant est informé par un membre de l'Unité d'éventuelles poursuites par la communication de fausses informations et de l'enregistrement de sa conversation.



Il est également invité à décliner son identité, de donner son adresse, ainsi que son numéro de téléphone. Si l'appel n'est pas décroché au bout de quelques secondes, il est orienté vers une messagerie sur laquelle les dénonciations seront reçues après les formalités ci-dessus mentionnées". Avant de préciser : "En revanche, si l'appelant appuie sur la touche 1 par erreur et souhaite obtenir des informations et non faire une dénonciation, l'Unité redirige l'appel vers le Service communication. En appuyant la touche 2, l'appel est dirigé vers le Service communication qui prend en charge l'appelant pour lui donner les réponses aux informations sollicitées.

Lorsque cette touche est appuyée par erreur ou inadvertance et que l'appelant souhaite faire une dénonciation, le Service communication redirige l'appel vers l'Unité des plaintes à cet effet. Mais si l'appel n'est pas répondu au bout de quelques secondes, il est orienté vers une messagerie dans laquelle sont présentés l'Oclei, ses missions, ainsi que les modes de dénonciations".

En ce qui concerne le traitement des informations collectées, Mohamed Marimantia Doucouré précise : "En cas de dénonciations faites par appel sur le numéro vert, les informations collectées sont analysées par l'Unité des plaintes et des dénonciations.

Si des informations reçues, il résulte que des éléments ou des faits sont susceptibles de constituer un enrichissement illicite, l'Unité élabore une note de synthèse à l'attention du président qui saisit le Pôle investigations desdites informations.

Le Pôle réunit les éléments d'appréciation à l'attention du Conseil de l'Office qui délibère sur l'ouverture d'une investigation. A l'issue desdites investigations si les informations collectées laissent présumer de l'existence de faits d'enrichissement illicite, le Pôle investigation saisit le Conseil de l'Office. Le Conseil se réunit sur la question. Lorsque qu'il se prononce sur la transmission d'un dossier à la justice, le dossier est transmis au Service juridique qui prépare les dossiers de poursuite".

Autre précision du chef de l'Unité des plaintes et dénonciations : "Les dossiers de poursuite élaborés par le Service juridique feront l'objet d'un rapport accompagné de pièces transmis par l'Oclei au Procureur de la République compétent conformément aux dispositions de l'article 22 du Décret n° 2015-0719/P-RM du 9 novembre 2015 portant organisation et modalités de fonctionnement de l'Office central de lutte contre l'Enrichissement illicite. La saisine du Procureur dessaisit l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite.

Néanmoins, l'Oclei et les autorités judiciaires pourraient établir entre eux des relations de collaboration conformément à l'article 4 de l'ordonnance sus-évoquée qui charge l'Oclei "d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite" et "d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration".

Toutefois, lorsque les éléments, ou les faits dénoncés ne sont pas susceptibles de constituer un enrichissement illicite ou toute autre infraction connexe, l'Oclei ne donne pas de suite".

Une démonstration a mis fin à cette présentation.

En tout cas, le slogan trouvé par l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite pour la bonne marche des faits de dénonciation est : "Dénoncez, parlez à l'OCLEI sans payer. Aidez-nous à combattre la corruption".

■ El Hadj A.B. HAIDARA

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Dialogue National Inclusif : Le monologue se poursuit

Les travaux de la cérémonie d'ouverture de la réunion au niveau national du Dialogue National Inclusif (DNI) ont démarré samedi 14 décembre 2019, au Palais de la Culture Amadou Hampâté Bâ de Bamako sous la haute présidence du Président de la République, Ibrahim Boubacar Kéita, Chef de d'Etat.

Les consultations en cours devraient permettre de faire la synthèse des phases locales notamment la consolidation des recommandations et résolutions, en y apportant une perspectives nationale, à travers, un débat rectiligne, mais courtois et orienté vers l'action. Pendant une semaine, les différents problèmes des maliens seront au centre des débats, qui vont se dérouler en atelier avec des acteurs issus des forces vives de la nation, tels que des religieux et des hommes politiques. Des discussions auront lieu en plénière et au sein des trois Commissions thématiques conformément au Programme préétabli pour la circonstance. Les assises se poursuivront jusqu'au 22 décembre. Ces rencontres ont officiellement pour objectif final de trouver les voies et moyens de sortir le pays de la crise multidimensionnelle à laquelle il est

confronté.

Jusqu'ici, selon Cheick Sidi Diarra, président du Comité national d'organisation, les concertations ont été productives. Le président du Comité indiquera que : « nous comptons sur tous les participants. Car, ces assises désigneront également les membres du mécanisme indépendant de suivi évaluation. »

L'heure est solennelle pour le président de la République, Ibrahim Boubacar Kéita. Content et fier de lui-même, le Chef de l'État, a d'abord souhaité des débats francs, avec une devise : vérité, sincérité et convivialité. « Quel est le mal du Mali ? D'où vient-il ? Et comment le soigner ? » a questionné le président IBK, lors de la cérémonie d'ouverture du DNI, ajoutant : « vous êtes une force de propositions. Et le peuple attendra de vous que votre congrès ne soit pas un congrès de plus, mais le congrès qu'il fallait pour mieux asseoir notre processus démocratique, adapter nos institutions, corriger notre gouvernance, stabiliser notre pays, renforcer notre commune volonté de vivre en commun », a promis le président de la République du Mali.

Aussi, après avoir salué chaleureusement l'équipe en charge de la préparation du Dia-

logue, IBK a, ensuite rassuré que son ambition et celle de son Gouvernement, sont de faire en sorte que le peuple malien soit respecté partout et qu'il vive décemment. « Rien ne sera mis au-dessus du confort de nos compatriotes. L'Etat est à l'écoute de la demande sociale, se surpassant à chaque fois pour que les revendications soient gérées à la mesure de ses moyens », a souligné le Chef du Mali.

La cérémonie d'ouverture de la réunion au niveau national, a enregistré la présence ce de plus de deux mille personnes dans la salle Bazoumana Sissoko du Palais de la Culture de Bamako, notamment des ex-rebelles, des représentants de la Majorité, de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), des autorités religieuses et traditionnelles, des Plateformes, des Mouvements, des anciens Premiers ministres, des membres du Triumvirat et Dioncounda Traoré, ancien président de la République du Mali, etc. La quasi-totalité de l'opposition politique n'a pas participé à la cérémonie et annonce n'être pas concernée par « le folklore » en cours.

■ Ibrahim Sanogo



Crise sécuritaire au Sahel : Soumeylou Boubeye Maiga en parle !

Après l'attaque la plus meurtrière qu'a connue le Niger, la semaine dernière, une attaque revendiquée par le groupe Etat Islamique, l'ancien PM Soumeylou Boubeye Maiga s'est exprimé en faisant un décryptage de la situation sécuritaire au sahel. Il a saisi l'occasion pour passer au peigne fin tous les contours liés à cette épineuse question qui s'enlise de plus en plus.

L'Afrique de l'Ouest est devenue l'épicentre de la crise sécuritaire en Afrique. Toute la bande sahélo-saharienne est frappée de plein fouet par la recrudescence des violences. Le cercle de ces violences s'accroît considérablement avec son corollaire de mort. Tous les pays du G5 sahel sont encore sous

le choc avec l'attaque d'Inatès, au Niger. Au moins 71 militaires nigériens tués.

SBM a dit ne pas être surpris par la déclaration de revendication sur cette attaque barbare et ignoble. A l'en croire, quand on observe les actions qui se sont déroulées ces derniers temps, on voit que l'Etat islamique a accru sa mobilité, son pouvoir et son accès aux ressources dans cette région. Ils contrôlent pratiquement toutes les ressources prélevées sur les trafics de poissons, de charbons et d'autres produits comme les flux migratoires depuis la région du lac Tchad. D'une manière générale, ce qu'on observe c'est que même quand les attaques sont revendiquées par tel ou tel groupe, elles se font en alliance entre les principales organisations, parce que le Sahel, pour le moment, est le seul théâtre sur lequel ces

organisations coopèrent. Elles ne cherchent pas à contrôler des territoires, elles ont des cibles identiques. « Quand vous regardez l'importance de l'attaque, la combinaison des armements, etc., cela dénote qu'il y a forcément une coalition. Je pense qu'aucun des groupes en particulier n'a les effectifs nécessaires pour opérer une attaque d'une telle envergure », a-t-il déclaré.

Abordant les récentes attaques au Mali et au Niger qui ont fait des dizaines de morts, Soumeylou Boubeye Maiga estime que les terroristes se sont renforcés dans le Sahel. « Je crois que le changement d'échelle est dû en grande partie au fait que les groupes terroristes se sont renforcés, considérablement. Non seulement en termes de combattants, en termes de ressources, en termes d'encadrement. Ils reçoivent des renforts de combattants étrangers qui proviennent d'autres fronts, en particulier on voit bien que la tactique utilisée est semblable à celle qu'on a observée sur le front irako-syrien notamment. La deuxième chose c'est qu'ils ont pu complètement s'intégrer dans l'économie de la région en développant de nouvelles routes de trafic, en s'imposant aux populations qui se sont retrouvées précarisées par l'allègement progressif du dispositif étatique. Cette économie de trafic qui est totalement imbriquée dans la logique terroriste procure des ressources importantes, une importante base de recrutement », a-t-il souligné.

Mieux, il dira que « quand vous regardez l'évolution de la cartographie des violences au Burkina, elle avait évolué progressivement, jusqu'à sa frontière avec le Bénin, parce que tous les trafics qui ne pouvaient plus passer par le nord du Niger notamment, ont essayé d'ouvrir un nouveau corridor, pour déboucher sur l'est du Mali, ou emprunter le centre du Mali pour longer le fleuve et remonter vers Tombouctou et même Taoudéni notamment. Je crois que l'interconnexion avec les trafics est fondamentale dans la résilience des groupes, les trafics ont besoin d'un environnement de violence et de pagaille pour pouvoir prospérer », a-t-il précisé.

■ Ibrahim Sanogo





« Dialogue politique inclusif » : Avec les ex rebelles, mais sans l'opposition

La supercherie "DNI" est en phase d'atterrissage. Avec des risques de s'écraser au sol.

Il est l'enfant non reconnu d'un père non reconnu non plus, le Front pour la sauvegarde de la démocratie - FSD. Le front est le regroupement de plusieurs partis politiques, associations et personnalités qui se sont regroupés dans le souci de sauver le pays du péril IBK. En 2013, des maliens se sont entichés de lui. Et ils avaient décidé que tout homme qui n'aurait pas la tête de IBK sur les épaules et qui serait tenté de sortir sa tête pour prétendre au pouvoir présidentiel, ils la lui couperaient.

C'était loin d'être une menace en l'air. En effet, aujourd'hui encore, on répète au Mali que toutes les machettes du Grand marché de Bamako avaient été achetées pour mettre la menace à exécution. Et IBK avait gagné les élections présidentielles avant la proclamation même des résultats.

En effet, son challenger a dû se rendre chez lui nuitamment avec femme, enfants et petits enfants pour lui reconnaître sa défaite: en di-

rect devant la télé. Et c'est à ce prix que la lourde tension qui oppressait la capitale est retombée. Elu donc avec un peu moins de 80% des voix, IBK a commencé son premier mandat en fanfare, sous les hourras du peuple ivre de ses promesses et les acclamations des pays voisins.

Mais très rapidement, la côte du président

s'est effondrée comme un château de cartes. Le peuple s'est retourné contre lui et lui, il a plongé le pays dans le chaos à tout point de vue. On a donc entendu de partout des lamentations du genre: "Nous avons fait yabé (auto goal)" ou encore "On s'est tiré une balle dans le pied". La déception et la colère sont allés crescendo. IBK a ainsi passé un mandat de rejet total des populations, de la société civile et de la majorité écrasante des politiques. Mais avec le soutien des maîtres de la communauté internationale, il va se représenter dans l'hostilité de son peuple qui le récuse sans nuances. Et toujours avec le soutien de la même communauté internationale, il va se





faire réélire dans des conditions qui auraient fait rire n'eût été la gravité de la situation du pays en lambeaux. Et cette fois ci, ce sont les maîtres de la communauté internationale, par la voix de MACRON Emmanuel, le président de la République française, qui vont le déclarer publiquement vainqueur avant la validation des résultats par la Cour constitutionnelle du Mali.

Un dialogue confisqué avec des recommandations non exécutoires

Fort, toujours, du soutien de la communauté internationale, IBK va ajouter la répression à la confiscation des libertés élémentaires. Le pays va à vau-l'eau sans que lui et son camp s'en inquiètent. Si l'on se réfère à un proverbe malien, on peut dire que si Jean ne réfléchit pas, Paul doit le faire. Ainsi en automne 2019, c'est l'opposition, le FSD en l'occurrence, qui va proposer un grand dialogue au régime pour sortir le pays de l'ornière.

Faisant preuve d'une grande intelligence politique et d'un opportunisme sans bornes, IBK fait semblant d'accepter. Les opposants avaient jusque là refusé de reconnaître sa réélection. Dialoguer avec l'opposition, c'est avoir ipso facto sa reconnaissance. Et une fois qu'il a eu ce premier dividende politique, IBK a entrepris des manœuvres dilatoires et acrobatiques pour à la fois rouler les opposants dans la farine et faire du dialogue un filon d'or à exploiter sans modération. En alternant la

main faussement tendue et les dribbles. L'opposition a joué aux gens de bonne volonté jusqu'au bout. Mais elle a fini par décrocher totalement.

Invité sur M7 TV le vendredi 13 dernier, Mahmoud TOURÉ, Président des Jeunes du Cnid FYT, une formation politique au sein du FSD, a explicité les justificatifs du refus à participer au DNI: l'absence d'équilibre dans la représentativité des composantes (majorité, opposition, société civile), le caractère non exécutoire des résolutions et conclusions ou encore exclusion de l'Accord du champ du dialogue, etc.

Le "Dialogue national inclusif", qui n'a d'inclusif que le nom et qui ne motive 90% des participants que par le perdièm, est arrivé au sommet de la pyramide. Les cérémonies d'ou-

verture du dernier acte ont eu lieu le 14 au Palais de la culture. Avec la participation des ex rebelles de la CMA, toujours armés, qui ont reçu les "assurances", à partir d'hier au CICB pour les travaux proprement dits. IBK a mis le prix qu'il fallait pour obtenir leur venue. Par contre le FSD, l'essentiel des forces d'opposition, ont rendu public un communiqué pour signifier leur non participation (voir le texte intégral en encadré).

Ainsi, le père biologique du dialogue ne reconnaît pas son enfant dénaturé et il n'est pas reconnu par le père adoptif de mauvaise foi. C'est une page qui se tourne et une autre, chargée de risques pour IBK, qui commence.

■ Amadou TALL



FRONT POUR LA SAUVEGARDE DE LA DEMOCRATIE
(FSD)

Communiqué

Le 30 novembre 2019, dans une adresse à la Nation, le Président de la République Ibrahim Boubacar Keita a fixé au 14 Décembre 2019 le lancement officiel du « Dialogue National Inclusif » au Palais de la Culture Amadou Hampaté Bâ de Bamako.

A l'analyse de son message, il apparaît très clairement que le Président IBK continue à faire de la pure communication politique sans évaluer à leur juste mesure les graves enjeux du moment.

En effet, le Président de la République omet de mentionner que pour ce qui le concerne, le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD), dans le souci de la préservation de l'intérêt général a accepté de tourner la page de toutes les violations de la parole donnée et des engagements pris et a par conséquent accepté de participer à l'atelier de validation des Termes de Référence du Dialogue National en y développant tous les arguments susceptibles d'en assurer la pleine réussite.

Les mêmes arguments ont été présentés à toutes les personnes de bonne foi qui ont voulu jouer les bons offices. Ces contributions ont été purement et simplement rejetées sans raison.

Tel qu'il se déroule, le DNI a des finalités connues et une mise en scène ficelée qui sont absolument contraires aux intérêts du Mali.

Le FSD, qui ne veut en aucun cas être complice d'acte de trahison envers le Peuple malien réitère donc son refus de participer au prétendu DNI qui ne pourrait apporter aucune solution aux dérives d'un pouvoir qui n'est pas conscient de la réalité.

Bamako, le 12 décembre 2019

LE DIRECTOIRE

Comité de Pilotage du PROCEJ : 7 309 224 317 FCFA, c'est le budget prévisionnel 2020



Le représentant du ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Drissa Guindo, a présidé la 8ème session du Comité de pilotage du Projet de Développement des Compétences et Emploi des Jeunes (PROCEJ). A ce titre, cette session est consacrée à l'examen de l'état d'exécution du programme de Travail et du Budget 2019 au 30 septembre 2019, du programme de travail et du Budget 2020.

Cependant, le programme de travail et de Budget annuel que le Conseil a adopté lors de la session précédente du Comité du pilotage avait prévu des activités majeures.

Concernant le renforcement des établissements et centres de formation technique et professionnelle publics et privés, les activités de réalisation ont permis de finaliser les travaux de réhabilitation des infracteurs au niveau de deux centres de formation public sur les trois centres prévus, a dit le représentant du ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Pour les installations des équipements, aux dires de Drissa Guindo, les travaux sont en cours et seront achevés au niveau de tous ces établissements au cours du 1er trimestre 2020. A cet effet, pour les neuf établissements privés sélectionnés devant bénéficier des appuis du Projet, des avancées importantes ont été faites au cours de cette année. Ces appuis

ont été exécutés à plus de 80%, a-t-il souligné.

S'agissant de la formation par l'apprentissage des jeunes non scolarisés et déscolarisés, le dispositif d'apprentissage alterné mis en œuvre par le FAFPA a été bouclé avec la fin de la formation de la 32ème et dernière cohorte et l'organisation des examens de fin d'apprentissage par la Direction Nationale de Formation professionnelle. Des équipements et outillages, selon lui, ont été acquis et mis à la disposition des entreprises qui ont accueilli les jeunes.

Ensuite, il a indiqué que le dispositif de formation décentralisé, de courte durée, mis en œuvre par la Direction nationale de la Formation Professionnelle, a accueilli 10 522 jeunes déscolarisés et non scolarisés résidant essentiellement dans le milieu rural. Au cours de cette année, a-t-il témoigné, ce dispositif a été étendu aux régions de Ségou et de Koulikoro et a accordé une attention particulière aux nouvelles régions du Nord et aux cercles de Bourem et Ansongo où plus de 1 700 jeunes ont été formés.

En ce qui concerne l'entrepreneuriat des jeunes, les activités prévues dans le cadre du « Programme de promotion de l'entrepreneuriat pour jeunes faiblement scolarisés » confié à l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes n'ont pas connu un début d'exécution à cause du retard pris dans la validation de nos propositions de réhabilitation des ressources par le partenaire. Drissa Guindo a rap-

porté que cette activité prévoit de former 3 000 jeunes non scolarisés et déscolarisés en entrepreneuriat et de financer des micro-entreprises au profit de 1 200 de ces jeunes.

Par contre, dira-t-il, la 2ème édition de la Compétition de Plan d'Affaires pour les jeunes diplômés a été complètement réalisée. Elle a permis de sélectionner et de former 991 jeunes et de financer des projets économiques au profit de 240 de ces jeunes.

Concernant le volet « Appui aux PME », ce volet dont la mise en œuvre avait été suspendue depuis février 2018 n'a pas connu de changement au cours de l'année 2019, a-t-il affirmé.

En parlant des appuis institutionnels, deux études environnementales ont été réalisées, notamment l'étude de suivi des bénéficiaires du volet APEJ, les travaux pour la mise en place d'une base au niveau des sous-sections et un projet de charte des PME.

Nonobstant ces avancées importantes, il a expliqué que le taux d'exécution technique des activités au 30 septembre est de 56%, dont 36% de réalisation et 20% en cours de réalisation, pour une exécution financière de 66,47% du budget.

« L'année 2020 est une année où cinq établissements publics devront voir tous les travaux de réhabilitation achevés et les établissements privés devront bénéficier du reste de leur appui », a édifié le représentant du ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Au niveau des jeunes non scolarisés et déscolarisés, tous les objectifs quantitatifs, en termes de formation, seront atteints.

Dans le domaine de l'entrepreneuriat des jeunes, 3 000 jeunes bénéficieront des formations réalisées par le FAFPA et la DNFP et seront pris en charge pour la formation en entrepreneuriat et des micro-entreprises seront financées au profit de 1 200 de ces jeunes.

S'agissant des jeunes diplômés, a-t-il insisté, 254 seront formés et bénéficieront de financement pour la réalisation de leur plan d'affaires. « Des projets seront financés au profit de 85 de ces jeunes », a-t-il assuré.

Une centaine de PME bénéficiera également d'accompagnement et de financement pour leur renforcement, a conclu Drissa Guindo.

■ Ibrahim Sanogo

Spéculation foncière : Le ministre Berthé annule plusieurs décisions illicites



Le ministre des Domaines et des Affaires foncières, Alioune Badara Berthé, vient d'enregistrer des résultats très encourageants dans le cadre de la lutte contre les spéculations foncières. En quelques mois seulement, il vient de faire annuler plusieurs décisions de morcellement jugées illicites aussi bien à Bamako que dans certaines capitales régionales. Il s'agit des décisions de morcellement faites sans un accord favorable du Gouvernement. C'est pourquoi, beaucoup de maires se trouvent être aujourd'hui dans le collimateur de Me Berthé dont les actions ont été fortement saluées par les populations.

La nomination de celui qu'on nomme Me Alioune Badara Berthé au poste de ministre des Domaines et des Affaires foncières, le 5 mai 2019, dans le gouvernement de Dr Boubou Cissé, a été un grand ouf de soulagement pour beaucoup de citoyens maliens victimes des spéculateurs fonciers à Bamako et à l'intérieur du pays. Surtout que le département des Domaines et des Affaires foncières est aujourd'hui le plus sollicité à cause des

innombrables problèmes fonciers. La dernière édition de l'Espace d'Interpellation Démocratique (EID) du mardi 10 décembre dernier en est la preuve. Le dossier sur le foncier était au centre des accusations comme lors des précédentes.

Heureusement que le ministre Alioune Badara Berthé est en train de trouver des solutions idoines à ce phénomène avec des actions concrètes, menées dans les règles de l'art. Aujourd'hui, beaucoup de victimes peuvent dire "Grand merci" au Ministre. Quelques mois seulement après sa nomination, Me Berthé est en train de montrer les preuves de sa compétence sans aucun bruit car loin de tout tapage médiatique.

En fait, Me Alioune Berthé veut tout simplement mettre de l'ordre, notamment dans les attributions foncières aussi bien au niveau de la capitale que dans les régions. Selon des sources crédibles, plusieurs décisions de morcellement jugées illicites viennent d'être annulées purement et simplement par le ministre des Domaines et des Affaires foncières. Cet acte a été fortement salué. **"Vraiment, cet acte du ministre des Domaines et des Affaires foncières mérite d'être**

soutenu et encouragé par la population. C'est très rare de voir un ministre prendre une telle décision sans aucun bruit ou campagne médiatique. Donc, nous le soutenons à 100%", nous a précisé une autre source.

S'agissant de l'annulation de ces décisions, il faut préciser que plusieurs maires dans le district de Bamako ont été obligés de revenir sur de multiples décisions de morcellement. C'est le cas du maire de la Commune III, Mme Djiré Mariame Diallo communément appelée "Ellen Johnson Sirleaf", qui est très citée dans beaucoup de scandales à travers sa gestion.

Autres décisions prises par le ministre des Domaines et des Affaires foncières, il s'agit des champs et des espaces illégalement morcelés dans certains quartiers de Bamako, notamment à Missabougou, Sirakoro. Ils ont été remis en l'état. Sans oublier les espaces publics à Ségou, Markala et Sikasso...

C'est dire que toutes les plaintes déposées auprès du département des Domaines et des Affaires foncières ont très souvent eu une suite favorable. Voilà, pourquoi, un responsable de l'Association des Ségoviens à Bamako s'est réjoui après avoir obtenu l'annulation du morcellement d'une partie du cimetière de Darsalam à Ségou.

En tout cas, le ministre Alioune Berthé semble déterminé à aller jusqu'au bout de combat contre les prédateurs fonciers. Selon nos sources, il s'attaquera, dans les jours ou semaines à venir, aux auteurs des malversations foncières. D'ores et déjà, des enquêtes sont en cours au niveau de toutes les mairies des six communes de Bamako et de celui du District afin de traquer les fautifs.

Autre défi du ministre Alioune Berthé, c'est la réforme du code domanial qui permettra de mettre fin aux actions mafieuses des maires et aux malversations foncières devenues aujourd'hui de sérieux problèmes.

Pour services rendus à la nation, le président de la République, Ibrahim Boubacar Kéïta, vient de le décorer en l'élevant au grade d'Officier de l'Ordre national du Mali, par Décret N°2019 / 0909/P-RM du 19 novembre 2019. Il est décoré en même temps que d'autres ministres, notamment Boubacar Alpha Bah, Kamissa Camara, Safia Boly, Yaya Sangaré...

■ **El Hadj A.B.HAIDARA**

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Kabako : Le rendez-vous galant

Les clients d'un restaurant chic de Badalabougou se sont bien marrés, le lundi dernier. Et pour cause ? Une demoiselle du nom de Fatim s'est fait prendre à son propre jeu.

En effet, à seulement 17 ans, Fatim est une vraie collectionneuse d'hommes, à tel point que certains la dénomment la « croqueuse de diamant ». Ainsi, Fatim fait partie de la catégorie de jeunes bamakoises qui ont un complexe à s'afficher en moto ou en Sotrama pour se rendre à un rendez-vous galant.

Ce jour-là, Fatim accompagnée par deux de ses copines se sont rendues à ce « restaurant chic » sans un rond dans leurs porte-monnaie.

La jeune fille avait rendez-vous avec un Monsieur. Comme à ses habitudes, elle arriva en taxi en mode arriver-payer. Le Monsieur fut donc obligé de payer les frais de transport des jeunes demoiselles à contre cœur.

Ainsi à peine, le menu arriva que Fatim et ses copines ont chacune pris des repas d'une somme colossale. Comme si cela ne suffisait pas, les filles continuèrent à faire des commandes les unes plus chères que les autres. Et surtout pour le retour, il fallait que l'homme, l'oiseau, remette de beaux billets violets de 10 000 FCFA à Fatim.

Certainement qu'il n'avait pas prévu toutes ces dépenses ou qu'il était à court d'argent, toujours est-il que le Monsieur, sous prétexte d'aller aux toilettes et a disparu. Laissant ainsi

Fatim et ses copines à la table. Après une demi-heure d'attente, l'homme ne revenait toujours pas. La note est arrivée le serveur attendait. C'est alors qu'il a été demandé aux demoiselles de régler l'addition de 180 000 FCFA.

Les copines de Fatim l'ont toutes abandonnée à son sort, l'une après l'autre. Elles ont filé à l'anglaise.

Fatim fut trainée par le serveur, devenu subitement agressif. Le gérant, arrivé, lui montra la pile des assiettes à laver. Ce qu'elle fit sans se faire prier, mais, sous le rire moqueur des clients et des employés du restaurant, avec comme seules compagnies des chaudes larmes aux yeux.

Pauvre de Fatim, se faire prendre à son propre jeu et abandonnée par ses copines...

■ **SOUMBA DIABATÉ (STAGIAIRE)**





L'homme le plus riche de Chine : "L'entrepreneuriat est le sel de la vie"

Si vous mettez des bananes et de l'argent devant les singes, les singes choisiront les bananes parce que les singes ne savent pas que l'argent peut acheter beaucoup de bananes.

EN RÉALITÉ, si vous offrez le choix entre l'Emploi et les Affaires (Business) aux gens, ils choisiront l'EMPLOI parce que la plupart des gens ne savent pas que les affaires peuvent apporter Plus d'argent que les salaires.

De même, Robert Kiyosaki, auteur du meilleur livre "papa riche, pauvre papa" et aussi Le partenaire d'affaires de Donald Trump a dit: _" L ' une des raisons pour lesquelles les pauvres sont pauvres, c'est parce qu'ils ne sont pas formés à reconnaître les POSSIBILITÉS D'ENTREPRISE. _

Ils passent trop de temps à l'école et tout ce qu'ils ont appris à l'école, c'est de travailler pour percevoir Les salaires, au lieu que ce soit l'argent qui travaille pour eux.

*** Faire du profit vaut mieux que de percevoir les salaires, car les salaires peuvent vous faire vivre mais les profits peuvent vous apporter une fortune.***

Pensez à l'investissement et arrêtez de vous

battre pour des augmentations de salaires, ça ne suffira pas à résoudre votre problème.

* Écoutez ça d'un professeur aux étudiants de première année:

" L ' excellence académique est surestimée ! Être le premier de votre classe n'est pas forcément

La garantie que vous serez au sommet de la vie.

Vous pourriez être diplômé en tant que meilleur étudiant en Finance mais ça ne veut pas dire que tu vas avoir plus d'argent que tout le monde.

Le meilleur étudiant en droit ne devient pas nécessairement le meilleur avocat.

Le fait est que la vie exige plus que la capacité à comprendre un concept, le mémoriser et le reproduire dans un examen. L ' école récompense les gens pour leur mémoire.

La vie récompense les gens pour leur imagination.

L ' école récompense la prudence, la vie récompense l'audace.

L ' école salue ceux qui vivent selon les règles. La vie exalte ceux qui brisent les règles et en établissent de nouvelles.

Est-ce que je veux dire que les gens ne devraient pas étudier fort à l' école ? Oh, non, tu devrais étudier tes leçons. Mais ne sacrifiez pas toutes les autres choses sur l'autel du premier de la classe.

Ne vous limitez pas à la salle de classe. Faites quelque chose de pratique.

Prenez une position de leadership.

Commencer une entreprise et échouer. C ' est un meilleur début pour l'entrepreneuriat.

Rejoignez ou commencez un bon club.

Contestez une élection et perdez votre contestation. Ça vous apprendra quelque chose que la science politique ne vous apprendra pas.

Assistez à des séminaires. Lisez des livres en dehors du champ de votre cours.

Partez en mission et gagnez une âme pour des récompenses éternelles...

Faites quelque chose à laquelle vous croyez ! Pensez moins à devenir un excellent étudiant mais pensez plus à devenir une excellente personne.

Ne faites pas de la salle de classe votre monde mais faites du monde votre salle classe.

Avancez, essayez la politique, essayez l'agriculture, essayez les entreprises, essayez une chose supplémentaire.

"L ' entrepreneuriat est le sel de la vie" diversifier votre revenu.

Investissez, dans le chiffon et vous serez heureux que vous l' ayez fait.

Sahel : La situation est “hors de contrôle”, selon des experts à Washington



Chercheurs et analystes de “Think tank” à Washington, interrogés par l’AFP, voient le Sahel plonger inexorablement entre les mains des groupes jihadistes.

Les inquiétudes étaient déjà vives, mais l’attaque d’Inates au Niger le 10 décembre les ont brusquement confirmées : le Sahel plonge inexorablement dans un chaos orchestré par les groupes jihadistes, face auquel ni les États locaux ni l’intervention française ne trouvent de réponse à la hauteur des enjeux.

“Ca va très mal et ça va continuer d’empirer” 71 soldats nigériens ont été tués dans l’attaque du camp militaire nigérien, dûment préparée et revendiquée par le groupe Etat islamique. Un épisode tragique qui confirme que ce pays africain, tout comme le Mali et le Burkina Faso voisins, est confronté à une insurrection islamiste dont la force de frappe ne cesse de croître.

“Ca va très mal et cela va continuer d’empirer”, craint Michael Shurkin, politologue à l’institut de recherche RAND, résumant une pensée largement partagée dans la communauté des experts de la zone rencontrés par l’AFP à Washington.

Convaincu de l’importance de la mission de la force antijihadiste Barkhane et de la qualité du travail des soldats français, cet ancien analyste à la CIA décrit une situation effrayante au Niger. “Il y a trop peu de soldats locaux, à qui il manque compétences et équipements. Les Français ne sont pas assez nombreux non plus.”

L’attaque d’Inates est la plus meurtrière depuis le début de l’offensive jihadiste en 2015 au Niger. Le Mali a été frappé par une série d’assauts sanglants, plus de 140 soldats ont été tués. Le Burkina Faso avait pour sa part perdu 24 militaires en août, dans un assaut contre la base de Koutougou, également près de la frontière malienne.

“Il n’est pas possible de régler la situation en tuant tout le monde. La situation est hors de contrôle”, estime un responsable du département américain de la Défense sous couvert de l’anonymat. “Les États sont désorganisés, je pense qu’ils sont justes dépassés.”

Le G5-Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad et Mauritanie), dont les membres sont censés s’unir face à un ennemi chaque semaine plus menaçant, demeure selon lui une idée plus qu’une force. “Avec plus de soutien international, ils pourraient devenir un acteur mais aucun signal n’indique que ce soit en train de se produire”.

Comme les premières réactions au Niger l’ont montré, les opinions publiques locales s’interrogent ouvertement sur le rôle de la force française, qui maintient 4 500 hommes sur le terrain. Un chiffre faible, compte-tenu de l’espace concerné, soulignent les analystes. “Tout le monde sait que Barkhane n’est pas assez important pour faire plus qu’éteindre un feu plus gros encore. C’est la pire des justifications pour une guerre, mais la France en est là”, estime Michael Shurkin.

Un cul-de-sac sanglant et désespéré

Dans cette immense région aride et pauvre, balayée par le vent et le sable et délaissée par les États centraux, les dynamiques sociales et politiques évoluent selon des logiques tribales, très localisées, au sein desquelles les groupes jihadistes ont su s’inscrire.

“Les groupes progressent dans leur lecture des réalités locales et commencent à proposer des formes de gouvernance”, constate Emily Estelle, de l’American Enterprise Institute (AEI). Ils “assouissent des besoins simples de la population”, ajoute-t-elle évoquant par exemple la gestion des droits d’exploitation des terres ou de l’usage de l’eau dans les villages.

Les forces de sécurité locales ne sont elles-mêmes pas exemptes de tous reproches, entre arrestations de masse et exécutions sommaires d’individus accusés de soutenir les jihadistes. “Le jour, on craint l’armée, la nuit on craint les jihadistes”, a indiqué un villageois aux équipes de l’AEI. Un cul-de-sac sanglant et désespéré.

Progressivement, les groupes enrôlent donc des combattants et se font plus efficaces. Sans même être informée du dernier épisode au Niger, Emily Estelle constatait le 10 décembre 2019 une escalade depuis deux ans des “attaques de bases militaires, par rapport à ce à quoi l’on assistait dans le passé”. Les capacités d’action des jihadistes augmentent, la réponse des États stagne.

Le président français Emmanuel Macron a annoncé le report à janvier du sommet consacré à l’opération Barkhane et au G5-Sahel, initialement programmé le 16 décembre pour notamment clarifier avec les dirigeants africains les positions de chacun sur la présence militaire française.

Mais aucun des experts interrogés par l’AFP n’imagine la France quitter la région, au risque de laisser les jihadistes agir librement à quelques milliers de kilomètres de son territoire. Aucun ne la voit non plus augmenter massivement sa présence, encore moins pacifier la région rapidement.

“La France est autant déployée que possible et n’y arrive pas. Aucun Etat ne peut renflouer la région”, estime Jacob Zenn, de la Fondation Jamestown à Washington. Avec en tête plus de questions que de réponses. “Est-ce que l’arc d’instabilité (Niger, Burkina, Mali) va se concrétiser ? Est-ce que le Togo, le Bénin, le Ghana sont préparés ?”

Togo : Gnassingbé presse pour la recomposition de la Cour constitutionnelle



À deux mois de la présidentielle prévue le 22 février, Faure Gnassingbé a demandé au gouvernement de prendre les dispositions pour la recomposition de la Cour constitutionnelle. Le 19 novembre

dernier, une partie de l'opposition a quitté la rencontre avec le pouvoir estimant que son point de vue n'était pas pris en compte dans l'ordre du jour.

C'est l'une des revendications de l'opposition depuis le début du processus électoral devant conduire à la présidentielle de 2020.

La Cour constitutionnelle est composée de neuf membres dont deux sont désignées par le Sénat. Or jusque-là le Sénat au Togo n'est toujours pas mis en place et la révision constitutionnelle de mai dernier a abrogé la disposition autorisant l'Assemblée nationale à le faire.

Comment le gouvernement va-t-il s'y prendre pour recomposer la Cour constitutionnelle ? Il y a peu d'informations pour l'instant, la rencontre pouvoir-opposition pourrait-elle reprendre ? En novembre, une partie de l'opposition a quitté les discussions estimant ne pas être écoutées.

À deux mois de la présidentielle, le temps presse : 14 candidats sont déclarés, l'ouverture des dépôts de candidatures est prévue le 27 décembre et durera jusqu'au 8 janvier 2020.

La candidature de Faure Gnassingbé devient un secret de polichinelle, ses partisans le poussent à repartir pour un quatrième mandat, un quatrième mandat dont le Parti national panafricain (PNP) de Tikpi Salifou Atchadam ne veut pas entendre parler.



Iran (D1) : Cheick Tidiane Diabaté corrige Shahin Bushehr

Lors de la 15^{ème} journée du championnat d'élite iranien, Esteghlal FC a pulvérisé Shahin Bushehr (4-1), ce samedi, dans l'antre de son stade Azadi Stadium à Téhéran. Le longiligne attaquant international malien Cheick Tidiane Diabaté (31 ans), a participé à ce festival de l'Esteghlal FC, en inscrivant le quatrième but à la 69^{ème} minute, portant ainsi son compte à 7 réalisations en 10 matchs dans ce championnat.

■ BOUBACAR KANTÉ



PSG : Blanc juge l'hygiène de vie de Verratti

Ancien coach du PSG, Laurent Blanc a eu sous ses ordres Marco Verratti. Véritable fan de l'Italien, le technicien français regrette son hygiène de vie. Débarqué du banc du PSG en juin 2016, Laurent Blanc n'a toujours pas repris de service

dans un club. Il est pourtant annoncé un peu de partout dès qu'un entraîneur se fait virer mais le champion du monde 98 est toujours à la recherche d'un nouveau challenge. Malgré trois ans d'inactivité, Blanc suit l'actualité du football et surtout celle du PSG. Depuis son

départ, le club de la Capitale n'a pas forcément grandi sur l'échelle européenne et certains joueurs ont donné l'impression de stagner. C'est notamment le cas de Marco Verratti. Si le milieu de terrain italien revit cette saison dans le trio qu'il compose avec Idrissa Gueye et Marquinhos, ces dernières années ont laissé un goût amer concernant le talent de l'ancien de Pescara.

Blanc : « Verratti a mûri »

Porté aux nues depuis son arrivée à Paris en 2012, Verratti n'a pas explosé comme il le devait et Laurent Blanc a la réponse à cette explication. « Il faut qu'il profite de sa vie, déclare son ancien coach dans les colonnes du Parisien. Il ne peut pas tout éliminer de sa vie ni changer sa personnalité. Il faut que Marco soit lui-même. Mais il faut qu'il fasse les choses de manière un peu plus juste, plus mesurée, en trouvant le bon équilibre. C'est un grand joueur mais il a encore un palier pour devenir un très grand joueur. J'ai eu des doutes à un moment. J'ai pensé qu'il plafonnait parce qu'on n'avait pas trouvé son pendant au milieu. » Fan inconditionnel de son ancien joueur, Blanc assure que cette saison est celle de la maturité pour l'ancien espoir italien qui est désormais âgé de 27 ans.





Bélier (21 mars - 19 avril)

Saturne et Pluton vous donneront de la pugnacité, mais durciront des situations. Si on vous a fait miroiter de belles promesses qui ne viennent pas ou si vous avez à redire sur vos conditions de travail, vous le ferez savoir, quitte à aller au clash.

Vous pourrez tablez sur un équilibre budgétaire solide et penser aux vacances sans vous faire trop de soucis de ce côté-là. Une bonne chose, car Uranus aura le don de vous pousser à la dépense, même si vos achats seront utiles, mais pas indispensables.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Évitez d'imposer votre point de vue, vous n'aurez pas les bons arguments. Et plus vous allez vous entêter, moins les autres vous suivront. Faites plutôt profil bas et avancez sur vos projets dans votre coin. Vous aurez bientôt l'occasion de convaincre, surtout votre hiérarchie.

Prenez un moment pour faire vos comptes, surtout si vous êtes en vacances. Vous avez laissé les tickets de carte bleue s'accumuler et pour éviter de mauvaises surprises, mieux vaut vous mettre à jour sans attendre. Ça vous permettra de rectifier le tir au besoin.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

L'épanouissement n'est pas au rendez-vous et hélas vous ruminez du noir en pensant à votre évolution professionnelle. De la frustration semble bien inévitable et vous devez apprendre encore à faire des concessions sur un poste qui ne vous comble plus.

Il faut compter sur des paiements différés et un savant calcul pour la journée. Les astres vous lassent dans les tentations qui se succèdent et vos amis ne vous aident pas du tout pour faciliter les économies. Les bonnes résolutions partent en fumée.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Si vos collègues se croient en vacances, grand bien leur fasse, à partir du moment où vous n'aurez pas à faire le travail à leur place ; vous aurez assez de votre. Personne ne vous le demandera et chacun devra assumer ses choix et ses responsabilités.

De guerre lasse, vous renoncerez à passer des heures au téléphone pour rien du tout. À chaque fois que vous essaieriez de joindre un conseiller, vous tomberez sur une plateforme et la personne qui vous répondra ne sera pas en mesure de vous renseigner.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre situation professionnelle offre la possibilité d'un tremplin dans votre carrière. Une évolution actuelle peut se faire par le biais d'un appui. Vous pouvez compter sur l'efficacité de votre réseau professionnel ou d'un ami qui connaît du monde.

Vous devez faire attention à votre gestion financière. Les dépenses continuent de dilapider votre salaire et vous pouvez regretter rapidement les achats que vous faites impulsivement. Il est conseillé de calculer au plus près les achats et de les comparer.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Il y a des jours comme ça où rien ne va. Et bien ce sera le programme de votre jeudi. Ne cherchez pas à passer en force, ça ne servira à rien. Acceptez de bon gré les aléas et montrez-vous plus souple dans votre organisation. Vous avez les qualités pour vous adapter.

Vos finances sont bien protégées par les astres aujourd'hui et ne devraient pas poser de souci. Seuls les dossiers de demande de fonds mériteront votre attention. Remplissez-les sans tarder et pensez au courrier suivi pour vérifier qu'ils ont bien été réceptionnés.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

L'évolution se fait avec lenteur et vous réalisez que des efforts anciens commencent à payer. Il est bon de ne pas vous emballer si vous signez un contrat. Lisez bien entre les lignes, des clauses ou des rémunérations pourraient vous faire réfléchir.

De la frustration continue encore de vous accompagner dans des journées importantes. Vous pourriez avoir des frais à sortir. Les réalités sont que vous passez en priorité vos règlements, de crainte de manquer d'une trésorerie avant la fin du mois.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La situation se détendra et vous n'aurez plus à vous confronter à des situations potentiellement conflictuelles. Vous avez même la possibilité de rassembler de bonnes énergies autour de vous, pour vous permettre d'aboutir à une meilleure efficacité.

Ne comptez surtout pas sur des euros qui tomberont tout cuit sur votre compte en banque. Pour en gagner, il faudra aller les chercher, et certainement pas du côté de la loterie. Méditez sur vos idées financières, car l'une d'entre elles sera la bonne.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Le risque de commettre des erreurs est grand aujourd'hui. Il serait donc préférable de ne pas vous attaquer à une nouveauté et de laisser les dossiers difficiles pour une meilleure journée. Contentez-vous de la routine !

Vos efforts sont en train de payer. Vous récoltez les fruits de votre gestion et de votre flair. La journée est propice à un gain supplémentaire. Vente en ligne ou chance au jeu, tout est possible !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Une imagination fertile vous habite ce jeudi et elle pourrait bien vous permettre de mener à bien une tâche délicate qu'on vous a confiée. Vous saurez sortir votre épingle du jeu et marquer en même temps des points pour davantage de responsabilités dans votre travail.

Vous avez envie de faire plaisir à vos proches et vous n'hésitez pas à dégainer votre carte bancaire dès que l'occasion se présente. Bon, si vos comptes vont bien il n'y a aucune raison pour vous priver. Mais si vous avez déjà abusé... Limitez vos dépenses.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous abordez l'avenir avec sérénité, car la confiance revient. Malgré l'atmosphère de stress, vous avancez en établissant de bons feelings avec vos collaborateurs. L'envie d'avoir des responsabilités se fait sentir et pour cela, une formation est possible.

À part des coups de cœur, vous faites attention à la gestion du budget. Les sorties avec des amis ou du shopping peuvent vous entraîner vers des frais pas prévus qui ne tombent pas au moment idéal. Malgré tout, vous restez serein par rapport à votre situation.



Poisson (19 février - 21 mars)

Avec les planètes en Lion dans votre secteur VI, un climat tendu s'instaurera d'entrée de jeu au sein de votre activité. Vous devrez lutter en imposant vos compétences. Vos performances devraient dissuader un collègue de vous casser trop les pieds.

Prudence, zone sensible sera le climat décrit par le binôme Jupiter/Neptune. Symboles de générosité, mais aussi de débordements et d'erreurs, ces planètes pourraient vous entraîner dans des dépenses supérieures aux moyens dont vous disposerez.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA